



Projet de Rapport de Gestion et de Gouvernement
d'Entreprise
du Conseil d'Administration à
l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires

PK



PROJET

Projet de Rapport de Gestion du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires

SOMMAIRE

1 L'ACTIVITE D'ALTER PUBLIC EN 2019

- 1.1 Les données générales
- 1.2 L'activité d'Alter Public

2 LES RESULTATS FINANCIERS & INFORMATIONS FINANCIERES

- 2.1 Le compte de résultat 2019
- 2.2 Le bilan au 31/12/2019
- 2.3 Informations financières diverses

3 LA VIE JURIDIQUE ET SOCIALE

- 3.1 Affectation du résultat
- 3.2 L'actionnariat – Statuts
- 3.3 Rémunération des administrateurs – Remboursement de frais
- 3.4 Dividendes
- 3.5 Dépenses somptuaires et charges non déductibles fiscalement
- 3.6 Délais de paiement
- 3.7 Activités en matière de recherche et de développement

4 LES PRINCIPAUX EVENEMENTS IMPORTANTS SURVENUS DEPUIS LA CLOTURE DE L'EXERCICE

5 LES PERSPECTIVES



1. L'ACTIVITE D'ALTER PUBLIC EN 2019

1.1. Les données générales

La Spl de l'Anjou est une Entreprise Publique Locale, créée en septembre 2010 avec un changement de dénomination sociale le 24 juin 2016 pour devenir Alter Public, elle exerce pour ses collectivités actionnaires et dans le périmètre géographique de celles-ci.

Alter Public a repris les opérations d'Aménagement d'Alter Services et celles de la SPL Angers Rives Nouvelles par transfert d'activité, afin de rationaliser le métier de l'Aménagement sur le territoire de Maine-et-Loire.

Alter Public se caractérise par un capital public exclusivement contrôlé par les collectivités (intervention dans le cadre des compétences des collectivités, maîtrise publique des orientations stratégiques et politiques, recherche de l'intérêt général) ; par une connaissance du territoire (recherche de solutions adaptées aux enjeux locaux et au développement des ressources locales).

Alter Public est une société anonyme entièrement détenue par les collectivités. Elle est compétente dans tous les domaines du développement local, mais uniquement pour ses actionnaires et sur leurs seuls territoires.

La société a notamment pour objet :

- De réaliser des actions ou opérations d'aménagement,
- D'étudier et d'entreprendre des opérations de construction de toute nature,
- D'entreprendre toutes actions foncières préalables ou nécessaires à la réalisation des opérations.

Alter Public mène, pour le compte des collectivités locales de Maine-et-Loire et de maîtres d'ouvrages institutionnels, des projets d'envergure dont l'importance ou la complexité nécessitent d'avoir recours à un maître d'ouvrage délégué.

Réactive, Alter Public est capable de répondre aux défis de l'aménagement, de la construction et aux objectifs des élus des collectivités. L'intervention de la société permet à la collectivité de conserver ses prérogatives et de définir les grandes lignes du projet. Son rôle principal consiste à préparer les métropoles de demain, à aménager et construire les territoires de façon équilibrées afin d'accueillir dans les meilleures conditions possibles les nouveaux habitants que le département de Maine-et-Loire comptera dans les années futures.

Garante de la qualité de vie des nouveaux quartiers, elle met en œuvre toute sa capacité d'innovation pour que les projets deviennent le plus concrets possibles au service de l'intérêt général.

En 2019, la SPL Alter Public a généré 44 755 K€ de produits d'exploitation, répartis comme suit :

- **Fonctionnement : 6 082 K€**
- **Prestations de services : 4 033 K€**
- **Concessions d'Aménagement : 34 640 K€**

1.2. L'Activité d'Alter Public

Au 31 décembre 2019, le portefeuille d'Alter Public est composé de 113 opérations « actives » qui se répartissent ainsi :

- ~ 65 opérations de concession
- ~ 34 opérations de mandats
- ~ 9 opérations de portage foncier
- ~ 5 opérations de prestations de service (3 OPAH + La Loire à Vélo + Salle de Sport de Cholet)

Fort de ce portefeuille opérationnel, l'investissement global HT réalisé par Alter Public pour l'exercice 2019 sur les opérations qui lui ont été confiées par voie de concessions ou mandats est de 85,50 M€ HT comparé au 85,41 M€ HT en 2018.

Dans ces opérations, Alter Public conduit la réalisation des études pré-opérationnelles, des acquisitions foncières et immobilières (en partenariat avec les collectivités), des travaux de viabilité, de construction d'équipement, d'aménagement de centre-bourg et commercialise des charges foncières ou des surfaces de plancher en vue de la réalisation de programmes d'habitat ou de zones d'activités (en liaison étroite avec ALDEV). Elle participe au montage, au suivi et à la coordination des dossiers ANRU pour les Opérations de Renouvellement Urbain. Elle conduit des missions de Suivi-Animation de l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de Renouvellement Urbain (OPAH RU). Elle construit des équipements publics, des ouvrages publics et réalise la ligne B du Tramway de l'Agglomération Angevine.

Les recettes sur opérations (cessions, subventions, participations, produits divers et remboursement de dépenses sur mandats) réalisées s'élèvent à 114,25 M€ HT comparé 71,88 M€ HT en 2018.

En ce qui concerne le volume des ventes, il s'établit comme suit pour Alter Public :

- Pour l'habitat, 705 lots (équivalents logement) cédés en 2019 contre 351 lots en 2018 ;
- Pour ce qui concerne les zones d'activités, 25,46 hectares de terrains viabilisés vendus en 2019 contre 13,9 hectares en 2018.

Les chiffres indiqués ci-dessus concernent les actes authentiques de vente signés par Alter Public en 2019.

2 - LES RESULTATS FINANCIERS & INFORMATIONS FINANCIERES

2-1 Compte de résultat au 31 décembre 2019

Le compte de résultat est présenté au Conseil d'Administration sous réserve des observations du Commissaire aux Comptes qui, à la date de rédaction, n'a pas remis son rapport. Sa mission de contrôle s'est déroulée au cours du deuxième trimestre 2020.

L'arrêté des comptes 2019 a été établi par Alter Gie.

Le budget initial soumis au Conseil d'Administration du 22 février 2019 prévoyait un résultat positif de + 499 K€.

Le résultat probable soumis au Conseil d'Administration du 7 février 2020 prévoyait un résultat positif de + 659 K€

Le résultat net définitif de l'exercice 2019 est positif de + 714 K€

Résultat Général par Activités

COMPTE DE RESULTAT	REALISE 2018	BUDGET 2019	PROBABLE 2019	REALISE 2019
PRODUITS D' EXPLOITATION				
<i>Rémunération sur aménagement concédé</i>				
<i>Etudes opérationnelles</i>	110	313	256	256
<i>acquisition et réalisation</i>	1 689	1 570	1 469	1 423
<i>commercialisation</i>	968	959	945	981
<i>autres forfaits</i>	770	700	600	600
<i>Rémunérations sur mandat</i>	2 169	2 325	2 598	2 647
<i>Autres produits</i>	232	195	411	421
TOTAL : 1	5 939	6 061	6 279	6 329
CHARGES D' EXPLOITATION				
<i>Achats (études et prestations, fournitures..)</i>	4	0	0	0
<i>Personnel mis à disposition</i>	2 885	3 365	3 240	2 976
<i>G.I.E.</i>	1 492	1 800	1 859	1 910
<i>autres charges externes</i>	364	304	367	353
<i>impôts et taxes</i>	25	7	11	28
<i>dotations aux amortissements</i>	9	10	11	12
<i>dotation aux provisions</i>	0	0	0	0
TOTAL : 2	4 779	5 487	5 489	5 278
RESULTAT D'EXPLOITATION	1 159	574	790	1 050
PRODUITS FINANCIERS	206	150	166	168
CHARGES FINANCIERES	65	22	23	70
RESULTAT FINANCIER	141	128	143	97
RESULTAT COURANT	1 300	702	933	1 148
PRODUITS EXCEPTIONNELS	0	0	0	0
CHARGES EXCEPTIONNELLES	0	0	0	1
RESULTAT EXCEPTIONNEL	0	0	0	-1
RESULTAT BRUT	1 300	702	933	1 146
IMPOT SUR LES BENEFICES	474	203	274	433
RESULTAT NET	826	499	659	714

Le Président rappelle aux membres du Conseil d'Administration que le résultat 2019 est constitué principalement par les évènements suivants :

- Investissement conforme à l'exercice 2018 pour les programmes qui sont en en phases opérationnelles tant sur les secteurs d'habitats que sur les secteurs d'activités pour les agences de Saumur, Segré, Cholet, sur l'Agglomération d'Angers et la Ville d'Angers mettant ainsi en œuvre les politiques publiques du territoire ;
- Etudes opérationnelles sur les nouvelles opérations de concessions d'aménagement ;
- Rythme de commercialisation permettant de continuer d'écouler les stocks de logements et les terrains d'activités avec un niveau de vente encore plus élevé à celui de 2018 tant sur le secteur de l'habitat que pour le secteur activités, (voir détail ci-dessous) ;
- Alter Public a poursuivi son métier « construction » par différents mandats, principalement celui confié par la Ville d'Angers pour la couverture des voies sur Berges dans le cadre de l'opération Cœur de Maine livrée en juin 2019, de la construction de la Patinoire livrée en septembre 2019, pour les travaux de la ligne B de tramway confiée par Angers Loire Métropole et aussi par des mandats d'études confiés par plusieurs collectivités pour des futurs projets d'équipements, d'habitats, ...
- Par de nouvelles missions liées aux opérations OPAH R.U
- Par des acquisitions foncières dans le cadre du dispositif de l'Anjou Portage Foncier

Le résultat 2019 est supérieur au résultat probable annoncé et se justifie essentiellement par une hausse du chiffre d'affaires liée aux rémunérations sur la conduite des mandats et de commercialisation adossée aux ventes de charges foncières et par une baisse des charges pour le personnel mis à disposition par Alter Cités.

Le résultat 2019 est moins important que le résultat 2018, il se justifie essentiellement par une hausse des charges pour les missions confiées au GIE et par le personnel mis à disposition compensée par une augmentation du chiffre d'affaires liée aux rémunérations sur la conduite des mandats, sur les études opérationnelles liées aux nouvelles opérations confiées à Alter Public et de nouvelles acquisitions foncières dans le cadre du dispositif de l'Anjou Portage Foncier et ce, malgré une baisse des investissements sur les opérations de concessions d'aménagement .

PRODUITS D'EXPLOITATION

Les produits d'exploitation de l'exercice 2019 (hors produits financiers et exceptionnels) se répartissent ainsi :

Réalisé 2019 : 6 329 K€

Budget initial : 6 061 K€ / Budget probable : 6 279 K€
Réalisé 2018 : 5 939 K€

Le résultat 2019 prend en compte les produits suivants :

▪ **Rémunération sur opérations d'aménagement concédées :**

Le chiffre d'affaires réalisé de ce poste (3 004 K€) est quasi conforme au budget probable (3 014 K€) malgré des variations entre les investissements réalisés qui impactent la rémunération sur la conduite d'opérations (- 46 K€) et les ventes de droits à construire ayant un effet sur le poste de rémunération de commercialisation (+ 36 K€).

En ce qui concerne le volume des ventes, il s'établit comme suit pour Alter Public :

- Pour l'habitat, 705 lots (équivalents logement) cédés en 2019 contre 351 lots en 2018 ;
- Pour ce qui concerne les zones d'activités, 25,46 hectares de terrains viabilisés vendus en 2019 contre 13,9 hectares en 2018.

Les chiffres indiqués ci-dessus concernent les actes authentiques de vente signés par Alter Public en 2019.

Pour être complet en termes d'indicateurs, en ajoutant les données d'Alter Cités, les chiffres sont les suivants :

- Pour l'habitat, 1 230 lots (équivalents logement) cédés en 2019 contre 1 404 lots en 2018 ;
- Pour ce qui concerne les zones d'activités, 41,02 hectares de terrains viabilisés vendus en 2019 contre 36,80 hectares en 2018.

Ces chiffres constituent un bon niveau de vente pour le secteur de l'habitat pour l'ensemble des structures d'aménagement, même s'ils sont inférieurs aux exercices 2018 et 2017 qui étaient considérés comme des années historiques. Ils traduisent une offre dynamisée pour le secteur d'activités qui est supérieure aux ventes de l'exercice 2018.

▪ **Rémunération sur mandats :**

Le chiffre d'affaires de ce poste (2 647 K€) est supérieur au résultat probable (2 598 K€) et ventilé ainsi :

- Mandats de superstructures	483 000 €
- Mandats d'études	225 000 €
- Mandats de travaux	1 939 000 €

Total	2 647 000 €
--------------	--------------------

▪ **Rémunération sur prestations de service et autres prestations :**

Le chiffre d'affaires de ce poste (421 K€) est quasi conforme au résultat probable (411 K€), il se ventile ainsi :

- Prestations foncières	74 000 €
- Anjou Portage Foncier	172 000 €
- Prestations : OPAH, R.U,..)	175 000 €

Total	421 000 €
--------------	------------------

▪ **Rémunération d'études :**

Le chiffre d'affaires de ce poste (256 K€) est conforme au résultat probable (256 K€).

Ces rémunérations correspondent aux rémunérations sur la phase d'études opérationnelles des opérations d'aménagement.

CHARGES D'EXPLOITATION

Les charges d'exploitation pour l'exercice 2019 (hors charges financières et exceptionnelles) se répartissent ainsi :

Réalisé 2019 : 5 278 K€

Budget initial : 5 487 K€ / Budget probable : 5 489 K€
Réalisé 2018 : 4 779 K€

Le résultat 2019 prend en compte les charges directes suivantes affectées à l'activité d'Alter Public

Prestations GIE : Réalisé 2019 = 1 910 K€

Budget initial : 1 800 K€ / Budget probable : 1 859 K€
Réalisé 2018 : 1 492 K€

- Les charges communes du GIE afférentes au fonctionnement d'Alter Public et les charges de personnel du GIE qui sont réparties selon une clé définie et approuvée par le Conseil d'Administration du GIE ;

Mise à disposition du personnel : Réalisé 2019 = 2 976 K€

Budget initial: 3 365 K€ / Budget probable: 3 240 K€
Réalisé 2018 : 2 885 K€

2 976 000 € de charges de personnel ont été facturées à Alter Public par Alter Cités en 2019 pour 3 240 000 € initialement prévus au probable 2019 pour couvrir l'ensemble des missions confiées par voie de concessions ou mandats ainsi que le coût salarial du Directeur Général mis à disposition.

Autres Charges Externes : Réalisé 2019 = 353 K€

Budget initial: 304 K€ / Budget probable: 367 K€
Réalisé 2018 : 364 K€

- Une rémunération de gestion pour l'assistance à la Direction et à l'administration de la société et des Prestations de conseils au titre de la gestion ;
- La sous-traitance de prestations ;
- La location de bureaux des agences ;
- Les assurances de responsabilité civile et défense recours,
- Les honoraires de commissaire aux comptes, d'expert-comptable et d'assistances juridique ;
- Le personnel intérimaire affecté à des missions spécifiques pour des projets ;
- Les frais de publicité, annonces, insertions, ... ;
- Les frais de déplacements, missions du personnel ;
- Les autres frais de gestion et télécommunications.

Impôts et taxes : Réalisé 2019 = 28 K€

Budget initial: 7 K€ / Budget probable: 11 K€
Réalisé 2018 : 25 K€

Ce poste regroupe la Contribution Economique Territoriale, la taxe foncière, la contribution sociale de solidarité ;

Dotations aux amortissements : Réalisé 2019 = 12 K€

Budget initial: 10 K€ / Budget probable: 11 K€
Réalisé 2018 : 9 K€

Le poste des dotations aux amortissements correspond aux investissements réalisés par Alter Public (hors opérations).

RESULTAT D'EXPLOITATION

Il s'établit à + 1 050 K€

Budget initial: + 574 K€
Budget probable: + 790 K€
Réalisé 2018 : + 1 159 K€

Il se justifie par la présentation ci-dessus des postes de produits et de charges.

RESULTAT FINANCIER

Il est égal à + 97 K€

Budget initial: + 128 K€
Budget probable: + 143 K€
Réalisé 2018 : + 141 K€

Il se décompose ainsi :

- ~ Charges financières sur des commissions d'engagements et frais financiers sur opérations : - 70 K€
- ~ Produits financiers internes sur opérations : + 161 K€
- ~ Produits financiers sur titres de placements : + 6 K€

RESULTAT EXCEPTIONNEL

Il est égal à - 1 K€

Budget initial: 0 K€
Budget probable: 0 K€
Réalisé 2018 : 0 K€

Il se décompose ainsi :

- ~ Clôture d'opérations : - 1 K€

RAPPEL DU RESULTAT BRUT GLOBAL POUR L'EXERCICE 2019 : + 1 146 K€
IMPOT SOCIETE POUR L'EXERCICE 2019 : - 433 K€
RAPPEL DU RESULTAT NET GLOBAL POUR L'EXERCICE 2019 : + 714 K€

2-2) Bilan au 31 décembre 2019

Le montant total du bilan de la SPL Alter Public en actif et en passif s'établit au 31 décembre 2019 à 203 881 465 €.

L'évolution du bilan pour l'actif et le passif est la suivante :

	2017	2018	2019
en Euros	135 147 641	164 290 097	203 881 465

Actif immobilisé :

Le montant de l'actif immobilisé au 31 décembre 2019 est de **2 250 K€** contre **901 K€** au 31 décembre 2018.

⇒ immobilisations nettes incorporelles : **15 K€**

⇒ immobilisations nettes corporelles : **1 430 K€**

- Ces postes correspondent principalement à la valeur résiduelle des investissements réalisés par les 2 agences et à la construction de la salle de sport Val de Moine à Cholet

⇒ Créances rattachées à des participations : **804 K€**

- Dont 692 K€ liés à des cautions pour garantie d'achèvement de travaux sur opérations d'Aménagement
- Dont 112 K€ sur des créances avec Alter Gie pour des avances sur investissements.

Actif circulant :

Le montant de l'actif circulant au 31 décembre 2019 est de **201 632 K€** contre **163 389 K€** au 31 décembre 2018.

⇒ Stock et en-cours : **124 545 K€**

- Ils se répartissent principalement pour 118 165 K€ contre 114 089 K€ en 2018 sur les concessions d'aménagement et résultent de la différence entre le cumul des dépenses HT et le montant des coûts de revient des éléments cédés calculés par application d'un pourcentage d'avancement déterminé en fin d'exercice par le compte-rendu financier (CRACI).
- Ce poste correspond également aux stocks de terrains pour l'opération Anjou Portage Foncier : 6 380 K€ contre 2 891 K€ en 2018.

⇒ Avances et acomptes versés sur commandes : **1 363 K€**

⇒ Créances clients et autres créances : **34 375 K€**

- Ces postes regroupent principalement les clients acquéreurs de terrains sur les concessions d'aménagement, les remboursements de dépenses pour les mandats, les comptes de TVA sur les dépenses ; à la différence entre les dépenses engagées pour le compte du mandant et les avances et remboursements demandés à ce même mandant (préfinancements).

⇒ Titres de placements : **594 K€**

⇒ Disponibilités : **32 172 K€** contre 22 790 K€ en 2018

⇒ Comptes de régularisation – Charges constatées d'avance : **8 583 K€**

Dont 8 582 K€ liée à la neutralisation du résultat intermédiaire provisoire des opérations d'aménagement.

SPL Alter Public
Comptes au 31 décembre 2019

Bilan Actif

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/12/2019	31/12/2018
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement	21 060	21 060		
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	29 625	14 215	15 410	22 734
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	1 150	1 150		
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel, outillage				
Autres immobilisations corporelles	54 144	50 850	3 294	5 575
Immobilisations en cours	1 426 795		1 426 795	49 652
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations				
Créances rattachées à des participations	111 914		111 914	130 920
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	692 231		692 231	692 231
ACTIF IMMOBILISE	2 336 918	87 274	2 249 644	901 112
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements				
En-cours de production de biens	118 165 251		118 165 251	114 089 429
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis	6 379 613		6 379 613	2 890 636
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	1 363 029		1 363 029	1 260 324
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	26 879 083		26 879 083	7 531 865
Autres créances	7 495 667		7 495 667	6 594 251
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement	593 922		593 922	343 808
(dont actions propres :)				
Disponibilités	32 172 474		32 172 474	22 790 506
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	8 582 781		8 582 781	7 888 166
ACTIF CIRCULANT	201 631 821		201 631 821	163 388 986
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion actif				
TOTAL GENERAL	203 968 739	87 274	203 881 465	164 290 098

PASSIF DU BILAN

Le total des capitaux propres s'élèverait, sous réserve de l'accord de l'Assemblée Générale pour l'incorporation en réserves du résultat de l'exercice, à 3 446 033 €.

	2017	2018	2019
en Euros	1 905 900	2 732 331	3 446 033

- ⇒ Le capital social de **350 K€**, représenterait 10,16% des capitaux propres. Les réserves, après l'incorporation du résultat 2019, seraient de **3 096 K€**.

DETTES :

- ⇒ Provision pour risques et charges : **2 776 K€**
- Dont 2 776 K€ liée à des provisions pour charges prévisionnelles sur concessions d'aménagement selon avis CNC 99-05
- ⇒ Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits : **122 373 K€**
- Ce poste correspond essentiellement aux financements par emprunts sur les opérations d'aménagement et garantis à hauteur de 80 % par les collectivités et à des lignes de trésorerie affectées à une ou des opérations d'aménagement.
- ⇒ Emprunts et dettes financières diverses : **23 314 K€**
- Ce poste correspond à l'ensemble des avances de trésorerie versées par les collectivités sur les opérations de concession d'aménagement.
- ⇒ Avances et acomptes reçus : **1 473 K€**
- ⇒ Dettes fournisseurs et comptes rattachés : **11 556 K€**
- ⇒ Dettes fiscales et sociales : **1 024 K€**
- Ce poste correspond aux postes de TVA sur les recettes, au solde de l'IS.
- ⇒ Autres dettes : **29 665 K€**
- Ce poste correspond essentiellement à la différence entre les dépenses engagées pour le compte du mandant et les avances et remboursements demandés à ce même mandant (avances).
- ⇒ Comptes de régularisation - Produits Constatés d'avance : **8 254 K€**
- Ce poste est lié à la neutralisation du résultat intermédiaire provisoire des opérations d'aménagement.

SPL Alter Public
Comptes au 31 décembre 2019
Bilan Passif

Rubriques	31/12/2019	31/12/2018
Capital social ou individuel (dont versé : 350 000)	350 000	350 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport		
Ecart de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale	39 352	39 352
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)		
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)	2 342 979	1 516 549
Report à nouveau		
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	713 703	826 430
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
CAPITAUX PROPRES	3 446 033	2 732 331
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	2 776 180	2 740 990
PROVISIONS	2 776 180	2 740 990
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	122 372 721	106 788 616
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)	23 314 414	20 982 774
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	1 472 532	908 196
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	11 556 346	14 102 644
Dettes fiscales et sociales	1 023 998	849 734
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	29 665 320	8 304 688
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance	8 253 921	6 880 124
DETTES	197 659 252	158 816 777
Ecart de conversion passif		
TOTAL GENERAL	203 881 465	164 290 098

2-3 Informations financières diverses

RESULTATS FINANCIERS DE LA SOCIETE AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

(articles 133, 135 et 148 du décret sur les sociétés commerciales)

NATURE DES INDICATIONS	2015	2016	2017	2018	2019
<u>SITUATION FINANCIERE EN FIN D'EXERCICE</u>					
a) Capital social	350 000,00	350 000,00	350 000,00	350 000,00	350 000,00
b) Nombre d'actions émises	3 500	3 500	3 500	3 500	3 500
<u>RESULTAT GLOBAL DES OPERATIONS EFFECTUEES</u>					
a) Chiffre d'affaires hors taxes	12 816 052,70	26 432 107,60	26 123 451,60	28 023 407,26	28 240 589,35
b) Résultat avant impôts, participation, amortissements et provisions	280 897,24	677 293,25	907 695,04	3 208 625,63	1 193 418,75
c) Impôt sur les bénéfices	96 462,00	92 025,00	180 703,00	363 849,00	300 575,00
d) Résultat après impôts, participation amortissements et provisions	198 238,39	182 091,73	388 527,27	826 429,91	713 702,56
e) Montant des bénéfices distribués					
<u>RESULTAT DES OPERATIONS REDUIT A UNE ACTION</u>					
a) Bénéfice après impôt, mais avant amortissement et provisions	52,70	167,22	207,71	781,22	217,37
c) Bénéfice après impôt, amortissements et provisions	56,64	52,03	111,01	236,12	203,92
<u>PERSONNEL</u>					
a) Nombre de salariés	0	0	0	0	0
b) Montant de la masse salariale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
c) Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (sécurité sociale, œuvres sociales, etc...)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Capacité d'autofinancement

Rubriques	31/12/2019	31/12/2018	Variation
EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION	-2 369 914	-2 387 733	-0,75
+ Transferts de charges d'exploitation	3 467 368	5 455 005	-36,44
+ Autres produits d'exploitation	2		
- Autres charges d'exploitation	2		
+ Quote-part de résultat sur opérations faites en commun			
+ Produits financiers	167 562	206 153	-18,72
- Reprises sur dépréciations et provisions financières			
- Charges financières	70 214	64 996	8,03
+ Dot. aux amortis., dépréciations et provisions financières			
+ Produits exceptionnels		278	-100,00
- Produits des cessions d'éléments actif			
- Subventions d'investissement rapportées au résultat			
- Reprises sur dépréciations et provisions exceptionnelles			
- Charges exceptionnelles	1 385	83	1 578,79
+ Valeur comptable des immobilisations cédées			
+ Dot. aux amortis., dépréciations et provisions exceptionnels			
- Participation des salariés	132 047	110 508	19,49
- Impôts sur les bénéfices	300 575	363 849	-17,39
CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	760 795	2 734 267	-72,18
RESULTAT NET COMPTABLE	713 703	826 430	-13,64
+ Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	2 788 084	2 750 157	1,38
- Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	2 740 990	842 318	225,41
- Résultat sur cession des éléments actif			
- Subventions d'investissement rapportées au résultat			
CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	760 797	2 734 269	-72,18

Soldes intermédiaires de gestion

Ventes de marchandises		
- Coût d'achat des marchandises		
MARGE COMMERCIALE		
Production vendue	28 240 589	78,87
+ Production stockée	32 611 823	91,08
- Destockage de production	25 047 023	69,95
+ Production immobilisée		
PRODUCTION DE L'EXERCICE	35 805 389	100,00
PRODUCTION + VENTES	35 805 389	100,00
- Coût d'achat des marchandises	38 146 990	106,54
- Consommation provenance tiers		
VALEUR AJOUTEE	-2 341 601	-6,54
+ Subventions d'exploitation		
- Impôts et taxes	28 313	0,08
- Charges de personnel		
EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION	-2 369 914	-6,62
+ Reprises, transfert charges	6 208 359	17,34
+ Autres produits	2	
- Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	2 788 084	7,79
- Autres charges	2	
RESULTAT D'EXPLOITATION	1 050 361	2,93
+ Quote part opérations en commun		
+ Produits financiers	167 562	0,47
- Quote part opérations en commun		
- Charges financières	70 214	0,20
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT	1 147 709	3,21
Produits exceptionnels		
- Charges exceptionnelles	1 385	
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-1 385	
- Participation des salariés	132 047	
- Impôt sur les bénéfices	300 575	0,84
RESULTAT DE L'EXERCICE	713 703	1,99
Produits cessions éléments actif		
- Valeur comptable éléments cédés		
PLUS OU MOINS VALUES SUR CESSIONS		

3. LA VIE JURIDIQUE ET SOCIALE

3.1 Affectation du résultat

L'Assemblée Générale décide, sur proposition du Conseil d'Administration, d'affecter le résultat bénéficiaire de **713 702,57 €** comme suit :

Dotation en « autres réserves » : 713 702,57 €

3.2 L'actionnariat - Statuts

- A sa création en septembre 2010, la SPLA de l'Anjou était une Société Publique Locale d'Aménagement au capital social de 280 000 €. Aux termes des délibérations du Conseil d'Administration du 20 mai 2011 et de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 27 janvier 2012, le Conseil d'Administration du 27 janvier 2012 a constaté l'augmentation du capital de la SPL d'un montant de soixante-dix mille Euros (70 000 €) pour le porter de deux cent quatre-vingt mille (280 000 €) à trois cent cinquante mille Euros (350 000 €) par émission de sept cents (700) actions nouvelles d'un montant de cent euros (100 €) de valeur nominale chacune entièrement libérées.

Du fait de son statut de SPL à lequel il faut ajouter l'absence de salariés, la société Alter Public, par les dispositions de l'article L225-129-6 du Code de commerce tendant à réaliser une ouverture du capital social aux salariés ne sont pas applicables.

- Dans l'optique d'assurer une cohérence de la politique d'aménagement du territoire et d'optimiser les actions des structures et aux termes des délibérations du Conseil d'Administration du 18 décembre 2014 et de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 26 février 2015, il a été décidé de transformer la Société Publique Locale d'Aménagement en Société Anonyme Publique Locale et de la nommer SPL de l'Anjou.
- L'Assemblée Générale du 24 juin 2016 a décidé de modifier la dénomination sociale de la SPL de l'Anjou par Alter Public.
- L'Assemblée Générale du 30 juin 2017 a ratifié à compter du 1er mars 2017, le transfert du siège social du 79 Rue Desjardins 49000 Angers au 48C Boulevard du Maréchal Foch 49100 Angers, décidé par le Conseil d'Administration du 3 février 2017.
- Le Conseil d'Administration dans sa séance du 3 février 2017 a approuvé la cession de 20 actions du capital de la SPL Alter Public, de la Commune de Baugé en Anjou à la Commune de Mazé-Milon par décision de leurs assemblées délibérantes respectives en date du 26 juin 2017 et du 27 mars 2017. Du fait de cette cession, la Commune de Mazé-Milon devient actionnaire de la SPL Alter Public.
- Le Conseil d'Administration dans sa séance du 2 juin 2017 a approuvé la cession de 20 actions du capital de la SPL Alter Public, de la Commune de Segré en Anjou Bleu à la Communauté de Communes d'Anjou Bleu Communauté par décision de leurs assemblées délibérantes respective en date du 11 mai 2017 et du 18 avril 2017. Du fait de cette cession, la Communauté de Communes d'Anjou Bleu Communauté devient actionnaire de la SPL Alter Public.
- L'Assemblée Générale Ordinaire du 30 juin 2017, sur la proposition qui lui en a été faite par le Conseil d'Administration et conformément aux dispositions de l'article 17 des statuts, a décidé de nommer en qualité de censeurs la Commune de Mazé-Milon et la Communauté de Communes Anjou Bleu Communauté.

- Le Conseil d'Administration dans sa séance du 7 juin 2019 a agréé la cession de
 - 20 actions par la commune de Chemille-en-Anjou au bénéfice de la commune de Beaupréau-en-Mauges,
 - 20 actions par la commune de Loire-Authion au bénéfice de la commune de Mauges-sur-Loire et de 20 actions au bénéfice de la commune de Montrevault-sur-Èvre.

Par décision de leurs assemblées délibérantes en date du 26 septembre 2019 pour la commune de Chemille-en-Anjou, 24 septembre 2019 pour la commune de Beaupréau-en-Mauges, 19 septembre 2019 pour la commune de Loire-Authion, 21 octobre 2019 pour la commune de Mauges-sur-Loire et du 25 novembre 2019 pour la commune de Montrevault-sur-Èvre. Du fait de ces cessions, ces collectivités deviennent actionnaires de la SPL Alter Public.

- L'Assemblée Générale Ordinaire du 28 juin 2019, sur la proposition qui lui en a été faite par le Conseil d'Administration et conformément aux dispositions de l'article 17 des statuts, a décidé de nommer en qualité de censeurs les Communes de Beaupréau-en-Mauges, Mauges-sur-Loire et Montrevault-sur-Èvre.

Le capital social d'Alter Public au 31 décembre 2019 est réparti comme suit :

ACTIONNAIRES	% DU CAPITAL	CAPITAL SOUSCRIT 1 ACTION = 100€	NOMBRE D'ACTIONS
Département de Maine-et-Loire	30,285 %	106 000,00 €	1 060
Communauté Urbaine Angers Loire Métropole	30,285 %	106 000,00 €	1 060
Communauté d'Agglomération du Choletais	3,43 %	12.000,00 €	120
Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire	3,43 %	12.000,00 €	120
ANJOU BLEU COMMUNAUTE	32,57 %	2.000,00 €	20
ANGERS		2.000,00 €	20
AVRILLÉ		2.000,00 €	20
BAUGE-EN-ANJOU (<u>Baugé-en-Anjou</u> *, <u>Pontigné</u> , <u>Bocé</u> , <u>Chartrené</u> , <u>Chevigné-le-Rouge</u> , <u>Clefs-Val d'Anjou</u> , <u>Cuon</u> , <u>Echemiré</u> , <u>Fougeré</u> , <u>Le Guédeniau</u> , <u>St Quentin-lès-Beaurepaire</u>)		2.000,00 €	20
BEAUCOUZÉ		2.000,00 €	20
BEAUFORT-EN-ANJOU (<u>Beaufort-en-Vallée</u> *, <u>Gée</u>)		2.000,00 €	20
BEAUPREAU-EN MAUGES		2.000,00 €	20
BELLEVIGNE-EN-LAYON (<u>Champ-sur-Layon</u> , <u>Thouarcé</u> *, <u>Faveraye-Mâchelles</u> , <u>Faye-d'Anjou</u> , <u>Rablay-sur-Layon</u>)		4.000,00 €	40
BOUCHEMAINE		2.000,00 €	20
BRISSAC-LOIRE-AUBANCE (<u>Les Alleuds</u> , <u>Brissac-Quincé</u> *, <u>Charcé-St-Ellier-sur-Aubance</u> , <u>Chemellier</u> , <u>Coutures</u> , <u>St-Rémy-la-Varenne</u> , <u>St-Saturnin-sur-Loire</u> , <u>Saulgé-l'Hôpital</u> , <u>Vauchrétiens</u>)		2.000,00 €	20
CHALONNES-SUR-LOIRE		2.000,00 €	20
CHEMILLE-EN-ANJOU (<u>Chemillé</u> *, <u>Valanjou</u> , <u>Chanzeaux</u> , <u>La Chapelle-Rousselin</u> , <u>Cossé d'Anjou</u> , <u>La Jumellière</u> , <u>Melay</u> , <u>Neuvy-en-Mauges</u> , <u>Sainte-Christine</u> , <u>St Georges-des-Gardes</u> , <u>St Lézin</u> , <u>La Salle-de-Vihiers</u> , <u>La Tourlandry</u>)		2.000,00 €	20
CHOLET		2.000,00 €	20
CORZE		2.000,00 €	20
ECOUFLANT		2.000,00 €	20
ETRICHE		2.000,00 €	20
ERDRE-EN-ANJOU (<u>Vern d'Anjou</u> *, <u>Brain-sur-L'Anguenée</u> , <u>Gené</u> , <u>La Pouéze</u>)		2.000,00 €	20
Fontevraud-l'Abbaye		2.000,00 €	20
GENNES-VAL-DE-LOIRE (<u>Gennes</u> *, <u>Chênehutte-Trèves-Cunault</u> , <u>Grézillé</u> , <u>St Georges-des-Sapins-Voies</u> , <u>Le Thoureil</u> , <u>les Rosiers sur Loire</u> , <u>St Martin de la Place</u>)		2.000,00 €	20
HUILLE-LEZIGNE		2.000,00 €	20
INGRANDES-LE FRESNE-SUR-LOIRE (<u>Ingrandes</u> , <u>Le Fresne-sur-Loire</u>)		2.000,00 €	20
JARZE-VILLAGES (<u>Beauvau</u> , <u>Chauumont d'Anjou</u> , <u>Jarzé</u> , <u>Lué-en-Baugeois</u>)		4.000,00 €	40
LES GARENNES-SUR-LOIRE (<u>Juigné-sur-Loire</u> *, <u>St Jean-des-Mauvrets</u>)		2.000,00 €	20
LE LION D'ANGERS (<u>Le Lion d'Angers</u> *, <u>Andigné</u>)		2.000,00 €	20
LOIRE AUTHION (<u>Andard</u> , <u>Comé</u> , <u>La Daguenière</u> , <u>St Mathurin-sur-Loire</u> *, <u>Bauné</u> , <u>La Bohalle</u> , <u>Brain-sur-Authion</u>)		4.000,00 €	40
LONGUE-JUMELLES		2.000,00 €	20
LONGUEE-EN-ANJOU (<u>La Membrolle-sur-Longuenée</u> , <u>La Meignanne</u> , <u>Le Plessis-Macé</u> , <u>Pruillé</u>)		2.000,00 €	20
LE MAY-SUR-EVRE		2.000,00 €	20
LES PONTS-DE-CE		2.000,00 €	20
MAUGES-SUR LOIRE		2.000,00 €	20
MAZE-MILON		2.000,00 €	20
MONTREUIL-BELLAY		2.000,00 €	20
MONTREUIL-JUIGNE		2.000,00 €	20
MONTREUIL-SUR-LOIR		2.000,00 €	20
MONTREVAULT SUR EVRE		2.000,00 €	20
MORANNES-SUR-SARTHE-DAUMERAY (<u>Morannes-sur-Sarthe</u> , <u>Daumeray</u> *)		2.000,00 €	20
MURS-ERIGNE		2.000,00 €	20
OREE-d'ANJOU (<u>Liré</u> , <u>Bouzillé</u> , <u>Champceaux</u> , <u>Drain</u> , <u>Landemont</u> , <u>St Christophe-la-Couperie</u> , <u>St Laurent-des-Autels</u> , <u>St Sauveur-de-Landemont</u> , <u>La Varenne</u>)		2.000,00 €	20
RIVES-DU-LOIR-EN-ANJOU (<u>Villevêque</u> , <u>Soucelles</u>)		2.000,00 €	20
SAINT-AUGUSTIN-DES-BOIS		2.000,00 €	20
SAINT-BARTHELEMY-d'ANJOU		2.000,00 €	20
SAINT-LEGER-DE-LINIERES (<u>Saint-Jean-de-Linières</u> et <u>Saint-Léger-des-Bois</u>)		2.000,00 €	20
SAINT-MARTIN-DU-FOUILLOUX		2.000,00 €	20
SAINT-MELAINE-SUR-AUBANCE		2.000,00 €	20
SAINT-GEMMES-SUR-LOIRE		2.000,00 €	20
SAUMUR		2.000,00 €	20
SEGRE-EN-ANJOU BLEU (<u>Aviré</u> , <u>Le Bourg-d'Irè</u> , <u>La Chapelle-sur-Oudon</u> , <u>Chataisais</u> , <u>La Ferrière-de-Flée</u> , <u>L'hôtellerie-de-Flée</u> , <u>Louvaines</u> , <u>Marais</u> , <u>Montgillon</u> , <u>Noyant-la-Gravoyère</u> , <u>Nysois</u> , <u>Ste-Gemmes d'Andigné</u> , <u>St-Martin-du-Bois</u> , <u>St-Sauveur-de-Flée</u> , <u>Segré</u> *)		4.000,00 €	40
SEICHES-SUR-LE-LOIR		2.000,00 €	20
SEVREMOINE (<u>St Crespin-sur-Moine</u> , <u>Le Longeron</u> , <u>Montfaucon-Montigné</u> , <u>La Renaudière</u> , <u>Roussay</u> , <u>St André-de-la Marche</u> , <u>St Germain-sur-Moine</u> , <u>St Macaire-en-Mauges</u> , <u>Tillières</u> , <u>Torfeu</u>)		2.000,00 €	20
TIERCE		2.000,00 €	20
TRELAZE		2.000,00 €	20
VERRIERES-EN-ANJOU (<u>Pellouailles-les-Vignes</u> , <u>St Sylvain d'Anjou</u> *)		4.000,00 €	40
TOTAL	100 %	350.000,00 €	3 500

3.3 Rémunération des administrateurs – remboursement de frais

Alter Public ne verse pas et n'a pas versé de jetons de présence, ni opéré de remboursement de frais professionnels ni versé d'autres rémunérations aux Administrateurs.

3.4 Dividendes

Le Conseil d'Administration peut proposer à l'Assemblée Générale une distribution de dividendes en nature en fonction du résultat net après impôt société et affectation de la réserve légale, dans la mesure où les résultats de la société le permettent.

L'Assemblée Générale décide, sur proposition du Conseil d'Administration, de ne pas prélever sur les bénéfices de l'exercice 2019 la somme nécessaire pour servir un intérêt net à titre de dividende.

3.5 Dépenses somptuaires et charges non déductibles fiscalement

Conformément aux dispositions des articles 223 quater et 223 quinquies du Code Général des impôts, nous vous précisons que les comptes de l'exercice écoulé ne prennent pas en charge de dépenses non déductible du résultat fiscal.

3.6 Délais de paiement

DELAIS DE PAIEMENT :

Conformément aux articles D441-6-1 et D.441-4 du Code de Commerce, nous vous informons qu'à la clôture de l'exercice clos le 31 décembre 2019, les informations relatives aux délais de paiement des fournisseurs et des clients sont les suivantes :

	Article D.441I.-1° : Factures <u>reçues</u> non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu					Article D.441I.-2°: Factures <u>émises</u> non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu				
	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1jour et plus)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1jour et plus)
(A) Tranches de retard de paiement										
Montant total des factures concernées HT	661 880.45€	145 387.22€	0€	0€	807 267.66€	70 095.14€	23 292.49€	5 096.23€	382 172.41€	480 656.27€
Pourcentage du montant total des achats HT de l'exercice	0.6789%	0.1491%	0	0	0.8281%					
Pourcentage du chiffre d'affaires HT de l'exercice						0.2482%	0.0825%	0.0180%	1.3533%	1.7020%

3.7 Activités en matière de recherche et de développement

Il est précisé en application de l'article L 232-1 du Code de commerce, que la société n'a effectué aucune activité de recherche et de développement au cours de l'exercice écoulé.

4. LES PRINCIPAUX EVENEMENTS SURVENUS DEPUIS LA CLÔTURE DE L'EXERCICE 2019

Sur un plan fonctionnel :

- La SPL Alter Public a décidé de procéder à une augmentation de son capital social permettant ainsi l'entrée au capital d'Alter Public des cinq établissements publics de coopération intercommunales (EPCI) non encore actionnaires de la SPL soit :

- la Communauté d'Agglomération Mauges Communauté,
- la Communauté de Communes Anjou Loir et Sarthe,
- la Communauté de Communes Baugeois Vallée,
- la Communauté de Communes Loire Layon Aubance,
- la Communauté de Communes Vallées du Haut Anjou.

Ainsi aux termes des délibérations du Conseil d'Administration du 7 juin 2019 et de l'Assemblée Générale Mixte du 29 novembre 2019, il a été décidé une augmentation de capital de la SPL Alter Public d'un montant maximum de vingt mille euros (20 000 €) pour le porter de trois cent cinquante mille euros (350 000 €) à trois cent soixante-dix mille euros (370 000 €) au plus par émission de 200 actions nouvelles de numéraire de cent euros (100 €) de valeur nominale chacune à libérer en espèces.

L'Assemblée Générale a également décidé de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires pour la totalité de l'augmentation du capital social au profit des 5 EPCI non encore actionnaires.

Les actions nouvelles ont été souscrites par les collectivités bénéficiaires comme suit :

	Nombre d'actions
Communauté d'Agglomération Mauges Communauté	120
Communauté de Communes Anjou Loire et Sarthe	20
Communauté de Communes Baugeois Vallée	20
Communauté de Communes Loire Layon Aubance	20
Communauté de Communes Vallées du Haut Anjou	20
Total actions souscrites	200

Le Conseil d'Administration du 7 février 2020 a constaté que l'augmentation de capital décidée par l'Assemblée Générale Mixte du 29 novembre 2019 a été réalisée à hauteur de 100 % et est devenue définitive à la date du 7 février 2020, date du certificat du dépositaire des fonds.

L'augmentation de capital a été réalisée pour un montant de vingt mille euros (20 000 €) par émission de 200 actions nouvelles ; ce qui porte le capital social de la SPL Alter Public de 350 000 € à 370 000 €.

Le Conseil d'Administration du 7 février 2020 a également approuvé les modifications statutaires décidées par l'Assemblée Générale Mixte du 29 novembre 2019 portant sur le capital social et le nombre de sièges du Conseil d'Administration.

Ainsi le nombre de sièges d'administrateurs est passé de 17 à 18. Le siège supplémentaire a été attribué à la Communauté d'Agglomération Mauges Communauté.

- Conformément à l'article 17 des statuts, toutes les collectivités actionnaires de la société ne disposant pas d'un siège d'administrateur peuvent toutefois assister au Conseil d'Administration en qualité de censeurs après que l'Assemblée Générale des actionnaires de la société les a habilités à exercer cette fonction.

Ainsi, les actionnaires suivants se sont vus attribués des sièges de censeur leur permettant d'assister avec une voix consultative aux séances du Conseil d'Administration par décision de l'Assemblée Générale Mixte du 29 novembre 2019 :

- ✓ la Communauté de Communes Anjou Loir et Sarthe,
 - ✓ la Communauté de Communes Baugeois Vallée,
 - ✓ la Communauté de Communes Loire Layon Aubance,
 - ✓ la Communauté de Communes Vallées du Haut Anjou
- Par courrier en date du 20 janvier 2020, la Banque des Territoires (C.D.C), au titre de la convention financière, a autorisé un découvert bancaire de 7 M€ pour l'exercice 2020 sur les opérations gérées par Alter Public.
 - Renouvellement de la mise à disposition du personnel d'Alter Cités pour 3 ans auprès de la Société Publique Locale Alter Public.

Sur un plan opérationnel :

- Démarrage des chantiers pour le promoteur Giboire et le bailleur social ALH ;
- Démolition de la barre de l'Europe à Monplaisir ;
- Démarrage du chantier du pôle numérique à Cholet ;
- Livraison de la salle de sports et de loisirs Val de Moine à Cholet ;
- Attribution de 3 nouveaux contrats d'OPAH-RU : Beaupréau, Chemillé et Vivy-Saumur.

Crise sanitaire due à la pandémie Covid 19 :

Faisant suite à la crise sanitaire due à la pandémie Covid 19, le Président de la République et le Gouvernement ont pris plusieurs mesures nécessaires à la régression du virus à compter du 12 mars 2020. La volonté première de la direction de notre société a été de préserver la santé de ses collaborateurs et des mesures ont été prises en ce sens et ont évolué selon la situation. L'incertitude inhérente à une crise de cette ampleur ne nous permet pas à ce stade de prévoir l'impact global de cette situation sur la marche de notre activité. La société Alter Public a pris les mesures suivantes :

- Fermeture des bureaux de l'immeuble Foch qui ont obligé le personnel mis à disposition par Alter Cités à Alter Public d'être en télétravail pour la continuité de l'activité.
- La situation sanitaire a eu pour effet l'arrêt brutal des chantiers, nous a obligés à fermer les lieux accueillant du public, notamment nos agences commerciales qui n'ont plus eu d'activité possible et avec le durcissement des règles de confinement, nous avons subi de fortes baisses d'activités avec surtout l'arrêt de l'ensemble des démarches en vue de la concrétisation des cessions de terrains à l'initiative des partenaires (notamment promoteurs et investisseurs).
- Demande d'Alter Public de report des échéances d'emprunts du 15 mars au 15 septembre 2020. Les modalités restent à finaliser par avenants mais le principe du report sera payé sur le capital restant dû à la fin du contrat qui augmentera le cas échéant la durée des emprunts de 6 mois : voir détail des accords obtenus ci-dessous :

Report des échéances Alter Public du 15 mars au 15 septembre 2020			
Banques	Amortissements	Intérêts	Annuités
Banque Populaire Grand Ouest	221 773,45 €	18 655,59 €	240 429,04 €
Crédit Agricole	1 080 177,10 €	62 728,59 €	1 142 905,69 €
Caisse d'Epargne	1 809 082,73 €	146 014,03 €	1 955 096,76 €
La Banque Postale	2 308 400,65 €	146 009,01 €	2 454 409,66 €
Arkéa Banque	468 063,60 €	41 263,92 €	509 327,52 €
Société Générale	52 470,65 €	2 820,58 €	55 291,23 €
Crédit Coopératif	154 733,33 €	18 526,71 €	173 260,04 €
TOTAL GENERAL	6 094 701,51 €	436 018,43 €	6 530 719,94 €

Afin de mesurer les premières conséquences liées à la crise sanitaire, Alter Public a revu sa prévision de dépenses et recettes pour l'exercice 2020 qui donne un décalage d'investissements de 40 M€ (dont 20 M€ pour la ligne B et C du Tramway) ; pour les recettes : report de 7 M€ pour les cessions de terrain ayant pour effet une baisse du chiffre d'affaires de 916 K€.

5. LES PERSPECTIVES

Alter Public est un outil efficace, souple, dotée d'une puissance financière qui garantit la maîtrise du déroulement des projets.

Alter Public intervient au niveau de l'ensemble du territoire département de Maine-et-Loire en complémentarité avec les autres outils permettant d'organiser, de structurer et de mettre en œuvre les politiques publiques du territoire.

Alter Public est un outil décisif pour agir sur le terrain, pour accompagner les collectivités, les communes, les communautés d'Agglomération et de communes dans leurs différentes problématiques. Ainsi, la réorganisation opérée a permis de favoriser l'adaptation de l'offre au marché, tant dans les domaines de l'habitat, du développement économique et de la gestion urbaine. La démarche mise en œuvre doit se poursuivre et passe par un maintien de la lisibilité et de l'organisation de l'offre de foncier, à coupler avec une veille stratégique des documents de planification. A l'appui d'une lecture commune du marché, il s'agit de coordonner le rythme de commercialisation des structures, dans le cadre de concessions d'aménagement notamment, permettant à la fois une réduction du risque et une meilleure péréquation territoriale du développement résidentiel et économique.

Ce rôle est d'autant plus important que, sur le Maine-et-Loire, ce sont les outils d'aménagement – SEM et SPL – qui portent le foncier et jouent le rôle d'établissement public foncier sur le territoire. Un dispositif de portage foncier a, par ailleurs, été mis en place sur le territoire dans le cadre du plan départemental de l'habitat : Anjou Portage Foncier.

Alter Public développera prioritairement ses interventions, lors des prochaines années, sur des opérations dans les domaines d'activités suivants :

- les opérations d'aménagement, notamment le développement ou la création de quartiers d'habitation, de zones et de parcs d'activités, répondant aux cibles suivantes :
 - Les opérations de renouvellement urbain des quartiers ANRU ;
 - Les grandes opérations d'aménagement urbain ;
 - Les opérations de restructuration de centres-bourgs ;
 - Les OPAH –RU et les opérations de restructuration de cœur de ville (ORI...)
 - Les éco quartiers de Terrains à Bâtir et Maisons individuelles ;
 - Les opérations d'aménagement de zone d'activités ;
 - Les lotissements d'habitation.
- les opérations de construction pour le compte d'autrui et notamment la construction d'équipements publics, de bureaux, de locaux d'activités, de locaux de stockage, de locaux commerciaux.
- Les opérations de gestion de divers équipements notamment :
 - La gestion d'équipements publics.

Alter doit être un aménageur engagé dans la transition environnementale :

Par la mise en place d'un Système de Management Environnemental sur tous nos projets d'aménagement.

Différentes démarches ont été lancées : certification globale avec des éco-quartiers ; d'Expérimentation Territoire Bas Carbone unique sur le territoire (E+/C- notamment) ; projets de construction bois sur le territoire ; projets d'aménagement alimentés par des réseaux de chaleur biomasse intégrés dès la conception

L'outil construit initialement en période de crise, accompagne désormais un développement du territoire, en offrant une réponse protéiforme. ALTER dispose aujourd'hui de compétences, ressources et moyens, en ligne avec ses objectifs durables (exhaustivité des fonctions concourant à la réussite des projets, taille critique, mise en place et développement de partenariats pour compléter des gammes d'expertises et être à la pointe du marché).

Le groupe est aujourd'hui attractif et bénéficie d'une lisibilité forte sur le territoire. Véritable boîte à outils juridique, opérationnelle et financière, Alter permet de proposer aux différents acteurs du territoire des modalités d'interventions diverses pour accompagner le développement du territoire.

L'enjeu de ses évolutions réside aujourd'hui dans l'accélération des innovations, organisationnelles propres à la Ville Intelligente.

La crise sanitaire liée à la pandémie de la Covid 19 va nécessiter pour Alter Public de renforcer son positionnement auprès des collectivités, de s'adapter au marché, et d'être force de proposition sur des montages innovants.

Pour résumer, la perspective d'Alter Public serait la définition suivante : de la maîtrise d'ouvrage à la maîtrise d'usage.

Pour atteindre cet objectif rapidement et être à la hauteur du défi à relever, Alter Public va mettre en place une concertation sur toutes ses opérations, créer un groupe Aménagement qui regroupe différents métiers pour avoir une expertise complète au service des collectivités ; faire des formations interne sur les nouvelles pratiques de l'aménagement.

Projet de Rapport de Gouvernement d'Entreprise du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires

Il est indiqué que l'ordonnance 2017-1162 du 12 juillet 2017, prise en application de la loi Sapin 2 et son décret d'application 2017-1174 du 18 juillet 2017 oblige les S.A à établir un rapport sur le gouvernement d'entreprise.

Elle opère une nouvelle répartition des mentions entre le rapport de gestion, recentré sur les informations relatives à la marche des affaires et aux risques de l'entreprise, et le rapport sur le gouvernement d'entreprise, dans lequel sont basculées certaines mentions du rapport de gestion.

Les SA à Conseil d'Administration pourront présenter le rapport sur le gouvernement d'entreprise au sein d'une section spécifique du rapport de gestion (C.com.art. L225-37, al.6 modifié).

SOMMAIRE

1. Modalité d'exercice de la Direction Générale
2. Composition du Conseil d'Administration
3. Liste des mandats ou fonctions exercés par chacun des mandataires sociaux en 2019
4. Convention(s) conclue (s) par un dirigeant ou un actionnaire significatif de la société mère avec une filiale - Conventions Réglementées
5. Délégations en cours de validité accordées par l'Assemblée Générale dans le domaine des augmentations de capital
6. Règlement Intérieur en vigueur dans la société
7. Procédures de contrôles internes
8. Autres Comités consultatifs
9. Les contrôles externes



1. Modalité d'exercice de la Direction Générale

Conformément à l'article R225-102 du Code de Commerce, le Conseil d'Administration a procédé au choix suivant pour la modalité d'exercice de la Direction Générale prévues à l'article L 225-51-1 du Code de Commerce :

Le Conseil d'Administration du 26 février 2015 a décidé d'opter pour la dissociation des fonctions de Président du Conseil d'Administration et de Directeur Général de la Société. En conséquence, le Département de Maine et Loire, représenté par Monsieur Christian GILLET, assumera les fonctions de Président du Conseil d'Administration pour la durée de son mandat d'administrateur. Ce même Conseil d'Administration a confirmé Monsieur Michel BALLARINI dans ses fonctions de Directeur Général de la société. Ce dernier avait été nommé par le Conseil d'Administration de la SPLA de l'Anjou devenue Alter Public en date du 27 septembre 2010.

Du fait de la relation de travail qui le lie avec le Groupe Caisse des Dépôts, Monsieur Michel BALLARINI ne pourra contracter aucun engagement avec la Caisse des Dépôts et Consignations ou toute entreprise dépendant du groupe de celle-ci, en particulier la SCET, ces engagements étant exclusivement et expressément réservés au Président Directeur général de la Société et soumis, le cas échéant, à la procédure des conventions réglementées.

Conformément aux dispositions de l'article L.225-53 du Code de commerce, il relève de la compétence exclusive du Conseil d'Administration de fixer la rémunération du Directeur Général.

Le Président et le Directeur Général de la société sont investis des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société. Ils peuvent consentir des délégations pouvoir et de signature pour une ou plusieurs opérations ou catégories de dépenses déterminées.

2. Composition du Conseil d'Administration

Au 31 décembre 2019, le Conseil d'Administration de la SPL Alter Public est composé comme suit :

CONSEIL D'ADMINISTRATION		
ADMINISTRATEURS		
Département de Maine-et-Loire	Ch. GILLET G. GRIMAUD P. CHALOPIN F. GERNIGON G. BLANC	20/04/2015 20/04/2015 20/04/2015 20/04/2015 20/04/2015
Communauté Urbaine Angers Loire Métropole	Ch. BECHU D. CHIMIER G. BOISMORIN D. DIMICOLI E. CAPUS	24/04/2014 19/01/2015 22/01/2018 19/01/2015 19/01/2015
Communauté d'Agglomération du Choletais	M. CHAMPION	10/01/2017
Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire	JM. MARCHAND	02/02/2017
Assemblée Spéciale des collectivités minoritaires	S. SOURISSEAU R. BRICHET R. YVON M. LAFFINEUR M. GOUA	05/05/2014 15/05/2014 18/12/2017 19/06/2014 19/12/2014
CENSEURS		
ANJOU BLEU COMMUNAUTE	G. GRIMAUD	18/04/2017
ANGERS	R. YVON	18/12/2017
AVRILLÉ	M. LAFFINEUR	19/06/2014
BAUGE-EN-ANJOU (<i>Baugé-en-Anjou*, Pontigné, Bocé, Chartrené, Cheviré-le-Rouge, Clefs-Val d'Anjou, Cuon, Echemiré, Fougeré, Le Guédeniau, St Quentin-lès Beaulieu</i>)	P. CHALOPIN	11/01/2016
BEAUCOUZÉ	D. ROISNE	17/04/2014
BEAUFORT-EN-ANJOU (<i>Beaufort-en-Vallée*, Gée</i>)	JC. TAUGOURDEAU	09/01/2016
BEAUPREAU-EN-MAUGES	G. CHEVALIER	24/09/2019
BELLEVIGNE-EN-LAYON (<i>Champ-sur-Layon, Thouarcé*, Faveraye-Mâchelles, Faye-d'Anjou, Rablay-sur-Layon</i>)	JY. LEBARS	06/06/2016
BOUCHEMAINE	P. NUNEZ	30/10/2014
BRISSAC-LOIRE-AUBANCE (<i>Les Alleuds, Brissac-Quincé*, Charcé-St-Ellier-sur-Aubance, Chemellier, Coutures, St-Rémy-la-Varenne, St-Saturnin-sur-Loire, Saulgé-l'Hôpital, Vauchrétien</i>)	S. SOURISSEAU	05/05/2014
CHALONNES-SUR-LOIRE	S. DUPONT	24/04/2014
CHEMILLE-EN-ANJOU (<i>Chemillé*, Valanjou, Chanzeaux, La Chappelle-Rousselin, Cossé d'Anjou, La Jumellière, Melay, Neuvi-en-Mauges, Sainte-Christine, St Georges-des-Gardes, St Lézin, La Salle-de-Vihiers, La Tourlandry</i>)	P. CASSIN	23/03/2017
CHOLET	M. CHAMPION	28/04/2014
CORZE	JP. GUILLEUX	25/04/2014
ECOUFLANT	D. CHIMIER	15/04/2014
ETRICHE	R. BRICHET	15/05/2014
ERDRE-EN-ANJOU (<i>Vern d'Anjou*, Brain-sur-Longuenée, Gené, La Pouéze</i>)	L. TODESCHINI	01/02/2016
Fontevraud-l'Abbaye	R. CATIN	14/05/2014
GENNES-VAL-DE-LOIRE (<i>Gennez*, Chênehutte-Trèves-Cunault, Grézillé, St Georges-des-Sept-Voies, Le Thoureil, les Rosiers sur Loire, St Martin de la Place</i>)	JY. FULNEAU	25/01/2016
HUILLE-LEZIGNE	H. LEBRUN	13/05/2014
INGRANDES-LE FRESNE-SUR-LOIRE (<i>Ingrandes, Le Fresne-sur-Loire</i>)	T. MILLON	21/01/2016
JARZE-VILLAGES (<i>Beauvau, Chaumont d'Anjou, Jarzé, Lué-en-Baugeois</i>)	M. BERARDI	11/02/2016
LES GARENNES-SUR-LOIRE (<i>Juigné-sur-Loire*, St Jean-des-Mauvrets</i>)	JC. ARLUISON	
LE LION D'ANGERS (<i>Le Lion d'Angers*, Andigné</i>)	E. GLEMOT	01/02/2016
LOIRE AUTHION (<i>Andard, Corné, La Daguenière, St Mathurin-sur-Loire*, Bauné, La Bohalle, Brain-sur-Authion</i>)	H. MACE	21/01/2016
LONGUE-JUMELLES	MT DELAUNAY	26/03/2018
LONGUENEE-EN-ANJOU (<i>La Membrolle-sur-Longuenée, La Meignanne, Le Plessis-Macé, Pruillé</i>)	C. GUERIN	04/02/2016
LE MAY-SUR-EVRE	A. PICARD	19/06/2014
LES PONTS-DE-CE	JP. PAVILLON	06/02/2015
MAUGES-SUR-LOIRE	A. BORE	21/10/2019
MAZE-MILON	C. POT	27/03/2017
MONTREUIL-BELLAY	M. BONNIN	21/05/2014
MONTREUIL-JUIGNE	S. PIEDNOIR	16/04/2014
MONTREUIL-SUR-LOIRE	P. CARDOT	21/05/2014
MONTREVAULT SUR EVRE	A. VINCENT	25/11/2019
MORANNES-SUR-SARTHE-DAUMERAY (<i>Morannes-sur-Sarthe, Daumeray*</i>)	JL. DAVY	22/05/2014
MURS-ERIGNE	D. COIFFARD	15/04/2014
OREE-d'ANJOU (<i>Liré, Bouzillé, Champtoceaux, Drain, Landemont, St Christophe-la-Couperie, St Laurent-des-Autels, St Sauveur-de-Landemont, La Varenne</i>)	JP. MOREAU	25/02/2016
RIVES-DU-LOIR-EN-ANJOU (<i>Villevêque, Soucelles</i>)	G. SAMSON	30/04/2014
SAINT-AUGUSTIN-DES-BOIS	C. PARNET	01/10/2018
SAINT-BARTHELEMY-d'ANJOU	D. BREJEON	22/04/2014
SAINT-LEGER-DE-LINIERES (<i>Saint-Jean-de-Linières et Saint-Léger-des-Bois</i>)	J. CHAUSSERET	23/04/2014
SAINT-MARTIN-DU-FOUILLOUX	F. JAUNAIT	24/06/2014
SAINT-MELAINE-SUR-AUBANCE	R. LAFORGUE	12/05/2014
SAINT-GEMMES-SUR-LOIRE	L. DAMOUR	14/04/2014
SAUMUR	J. GOULET	20/10/2017
SEGRE-EN-ANJOU BLEU (<i>Aviré, Le Bourg-d'Irè, La Chapelle-sur-Oudon, Chatelais, La Ferrière-de-Flée, L'hôtellerie-de-Flée, Louvaines, Marans, Montguillon, Noyant-la-Gravoyère, Noyseau, Site-Gemmes d'Andigné, St-Martin-du-Bois, St-Sauveur-de-Flée, Segré*</i>)	JC. TAULNAY	11/05/2017
SEICHES-SUR-LE-LOIR	JP. BEAUMONT	23/11/2015
SEVREMOINE (<i>St Crespin-sur-Moine, Le Longeron, Montfaucon-Montigné, La Renaudière, Roussay, St André-de-la-Marche, St Germain-sur-Moine, St Macaire-en-Mauges, Tillières, Torfou</i>)	JL. MARTIN	26/09/2019
TIERCE	A. SEGUIN	15/05/2014
TRELAZE	M. GOUA	19/12/2014
VERRIERES-EN-ANJOU (<i>Pellouailles-les-Vignes, St Sylvain d'Anjou*</i>)	JP. MIGNOT	25/02/2016

3. Liste des mandats ou fonctions exercés par chacun des mandataires sociaux en 2019

Conformément aux dispositions de l'article L 225-102-1 alinéa 3 du Code de Commerce, il est communiqué ci-après la liste de l'ensemble des mandats ou fonctions exercés dans toutes sociétés par chacun des mandataires sociaux de la SPL Alter Public pour l'année 2019.

LISTE DES MANDATS 2019

ADMINISTRATEURS PUBLICS	
M. Christian GILLET	Administrateur et représentant aux Assemblées Générales d'Alter Public, Président Administrateur et représentant aux Assemblées Générales d'Alter Cités, Vice-Président Président de GIP Terra Botanica – GIP Inovalys - GIP Isle Briand Président EPCC Anjou Théâtre
M. Christophe BECHU	<u>Angers Loire Métropole :</u> Administrateur et représentant aux Assemblées Générales d'Alter Public, Vice-Président Administrateur et représentant aux Assemblées Générales d'Alter Cités, Président Administrateur et représentant aux Assemblées Générales d'ALTEC, Président Membre du Comité Syndical – Bureau du Pôle Métropolitain Loire Angers (PMLA) Membre du Comité Syndical – Bureau du Pôle Métropolitain Loire Bretagne Membre de droit de la Conférence territoriale de l'action publique Administrateur de la SPL du Centre de Tri et du Comité d'Expansion Economique <u>Ville d'Angers :</u> Administrateur et représentant aux Assemblées Générales de l'AURA Administrateur et Membre actif à l'Office Municipal des Sports d'Angers Membre du Conseil de surveillance de l'ARS et du CHU Membre du Comité de suivi et représentant de droit de l'EPCC – ESAD et TALM Représentant de la Commission Départementale de la Coopération Intercommunale Président de la Commission Consultative des Services Public Locaux Représentant de droit de la Commission Départementale des Objets Mobiliers
M. Gilles GRIMAUD	Administrateur d'Alter Public Administrateur d'Alter Cités Administrateur d'Alter Eco et membre du Comité Technique Président d'Anjou Bleu Communauté, de la SADAR, du Syndicat du Bassin Oudon et du PETR du Segréen Vice-Président du Conseil Départemental Maire de Segré-en-Anjou-Bleu
M. Philippe CHALOPIN	Administrateur d'Alter Public Administrateur d'Alter Cités Administrateur, représentant aux Assemblées Générales, membre du Comité Technique et Président Directeur Général d'Alter Eco Administrateur-Membre d'Alter Gie
M. François GERNIGON	Administrateur d'Alter Public et Président de la Commission des Marchés Administrateur d'Alter Cités et Président de la Commission des Marchés Administrateur d'Alter Services Administrateur d'Alter Energies et Président de la Commission des Marchés Président de SFP Collectivités Gérant de la SCI les 3 G et de la SCI les champs blancs
M. Grégory BLANC	Administrateur d'Alter Public Administrateur d'Alter Cités Président de la SAS PERFELIA Directeur Général de la société DOMED
M. Denis CHIMIER	Administrateur d'Alter Public Administrateur d'Alter Cités
M. Gino BOISMORIN	Administrateur d'Alter Public et Administrateur d'Alter Cités Maire de la Commune de Loire-Authion
M. Daniel DIMICOLI	Administrateur d'Alter Cités Administrateur d'Alter Services et d'Alter Public Gérant d'ACASAIDE et Président SOCLOVA
M. Emmanuel CAPUS	Administrateur d'Alter Public Administrateur d'Alter Services
M. Michel CHAMPION	Administrateur et représentant aux Assemblées Générales d'Alter Public Administrateur et représentant aux Assemblées Générales d'Alter Cités Administrateur et représentant aux Assemblées Générales d'Alter Eco Président de l'EPL Cholet Sport Loisirs 1er adjoint au Maire

M. Jean-Michel MARCHAND	Administrateur et représentant aux Assemblées Générales d'Alter Public Administrateur et représentant aux Assemblées Générales d'Alter Cités Administrateur et représentant aux Assemblées Générales d'Alter Eco Administrateur à la Société Publique Régionale SOPRAF Administrateur SPL Saumur Agglopropreté Administrateur de la SEM SEMAE
Richard YVON	Administrateur, membre de l'assemblée spéciale d'Alter Public Administrateur et représentant suppléant aux Assemblées Générales d'Alter Services
M. Marc LAFFINEUR	Administrateur, membre de l'assemblée spéciale et représentant aux Assemblées Générales d'Alter Public Maire d'Avrillé Vice-Président d'Angers Loire Métropole
Mme Sylvie SOURISSEAU	Administratrice, membre de l'assemblée spéciale et représentant aux Assemblées Générales d'Alter Public Maire de la Commune Brissac Loire Aubance
Mme Régine BRICHET	Administratrice, membre de l'assemblée spéciale et représentant aux Assemblées Générales d'Alter Public Maire de la commune d'Etriché
M. Marc GOUA	Administrateur, membre de l'assemblée spéciale et représentant aux Assemblées Générales d'Alter Public Administrateur Angers Loire Développement, Angers Loire Habitat et SADAR Délégué Suppléant du Syndicat Mixte Angers Marcé

4. Convention(s) conclue (s) par un dirigeant ou un actionnaire significatif de la société mère avec une filiale – Conventions Réglementées

En application des dispositions légales, il est indiqué ci-dessous les conventions intervenues directement ou par personnes interposées au cours de l'exercice 2019, à l'exclusion des conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales.

Opérations réalisées	Nature, objet et durée
ALTER PUBLIC/GIE Angers Loire Eco <ul style="list-style-type: none"> Convention de Prestations de Services 	<p>Le Conseil d'Administration d'Alter Public en date du 8 juin 2018 a autorisé la signature de la convention de Prestations de services avec le GIE Angers Loire Eco portant sur une mission d'assistance de commercialisation des biens immobiliers bâtis et non bâtis La convention a été conclue en date du 8 juin 2018 pour une durée d'une année. Suite à l'adhésion d'un nouveau membre au sein du GIE Angers Loire Eco, il a été modifié l'article 4 de la convention : « Modalités Financières » portant sur la rémunération des missions confiées au groupement ainsi que l'article 5 « durée ». La convention a été conclue en date du 27 février 2019 pour une durée d'un an et 16 jours, renouvelable tacitement par période d'un an sans pouvoir excéder 5 ans et 16 jours. Cette convention de substitue à celle signée précédemment.</p> <p>Le Conseil d'Administration d'Alter Public a autorisé sa signature dans sa séance du 22.02.2019.</p>

5. Délégations en cours de validité accordées par l'Assemblée Générale dans le domaine des augmentations de capital

La SPL Alter Public n'a effectué aucune augmentation du capital sur l'exercice 2019. Par conséquent aucune délégation de compétence et de pouvoir n'a été attribuée au Conseil d'Administration.

6. Règlement Intérieur en vigueur dans la société

Le bénéfice des prestations intégrées (contrats "in house"), attribuées sans mise en concurrence, suppose que les collectivités actionnaires exercent sur leur SPL un contrôle analogue à celui qu'elles exercent sur leurs propres services.

Ce contrôle est réputé être exercé lorsque les collectivités actionnaires exercent une influence décisive à la fois sur les objectifs stratégiques et sur les décisions importantes de la personne morale contrôlée, le Conseil d'Administration étant considéré comme l'organe décisionnel permettant l'exercice conjoint du contrôle par les collectivités actionnaires.

L'article 30 des statuts de la SPL Alter Public prévoit que les instances délibérantes de la Société mettent en place un système de contrôle et de reporting, permettant aux collectivités d'exercer ce contrôle analogue.

Aussi, par délibération en date du 27 septembre 2010, le Conseil d'Administration a approuvé les dispositions d'une charte de fonctionnement visant à organiser les modalités du contrôle d'analogie.

La charte de fonctionnement d'Alter Public vise à fixer le cadre des relations entre la SPL et ses actionnaires en tant qu'actionnaires et en tant que clients de la SPL. Elle vise également à définir la pratique professionnelle de la société et ses perspectives, notamment les conditions de réalisation des projets souhaités par les communes, et la relation de celles-ci avec les actionnaires majoritaires, le Département de Maine et Loire et la Communauté Urbaine Angers Loire Métropole.

Ces modalités de contrôle analogue adoptées à la constitution de la Société tiennent compte, particulièrement, des collectivités actionnaires minoritaires non directement représentées au Conseil d'Administration de la société réunies en assemblée spéciale. Cette dernière est représentée au Conseil d'Administration d'Alter Public par 5 représentants choisis parmi les membres de l'Assemblée Spéciale.

Pour permettre aux collectivités actionnaires minoritaires de participer au plus près au contrôle de la société dans le cadre d'un dispositif collégial, chaque collectivité non représentée directement au Conseil d'Administration est nommée censeur.

7. Procédures de contrôles internes

Dans un souci de transparence et de qualité de l'information rendue à nos actionnaires, le présent point contient les informations relatives aux procédures de contrôles internes de la société durant l'exercice écoulé.

Pour l'année 2019, le Conseil d'Administration s'est réuni deux fois à l'initiative de son Président aux dates suivantes :

- Le 22 février 2019
- Le 7 juin 2019

Les principaux sujets traités sur l'exercice 2019 ont été les suivants :

➤ **Conseil d'Administration du 22 février 2019**

- Approbation du procès-verbal du Conseil d'Administration du 8 juin 2018 –
- Résultat probable de l'exercice 2018 –
- Budget prévisionnel pour l'exercice 2019 –
- Financement des opérations :
 - Emprunts engagés en 2018
 - Prévision d'emprunt en 2019
- Autorisation de découvert pour l'exercice 2019 –
- GIE Angers Loire Eco – Accueil d'un nouveau membre : l'Association de Gestion Europe Insertion – AGEI - Approbation du budget prévisionnel 2019 et Appel de fonds sur la base de ce dernier – Convention de prestations de services –
- ALDEV – Désignation du représentant d'Alter Public au sein du Comité Stratégique –
- Décisions opérationnelles :
 - Conventions signées en 2018
 - Transfert d'une opération à la Communauté Urbaine Angers Loire Métropole

➤ **Conseil d'Administration du 7 juin 2019**

- Approbation du procès-verbal du Conseil d'Administration du 22 février 2019 –
 - Compte de résultat et bilan au 31 décembre 2018 –
 - Information sur la signature de différents contrats :
 - Liste de nouveaux contrats
 - Financement des opérations :
 - Emprunts engagés
 - Réexamen annuel des conventions autorisées antérieurement –
 - Projet d'augmentation du capital social de la société –
 - Projet d'augmentation de capital avec suppression du droit préférentiel de souscription
 - Conséquences sur la composition du Conseil d'Administration
 - Actualisation de l'article 26 des statuts relatif aux Commissaires aux comptes
 - Convocation d'une Assemblée Générale Mixte des actionnaires
 - Cessions d'actions – Agrément de nouvelles collectivités –
 - Agrément des projets de cessions d'actions
 - Nomination de Censeurs
 - Organisation de l'Assemblée Générale Ordinaire –
- Alter Public exerce des missions d'intérêt général ou de service public pour les collectivités territoriales, elle utilise des fonds publics et est soumise dans ce cadre de communiquer et produire des informations comptables et financières. A ce titre, toutes les informations pour l'exercice 2019 ont été transmises soit au Préfet, soit aux Collectivités.
- Dans le cadre de sa mission, et afin d'exercer son contrôle, le commissaire aux comptes s'est fait communiquer toutes pièces, documents et informations nécessaires.
- L'organisation générale des procédures de contrôle interne est faite avec :
 - ~ le conseil d'administration,
 - ~ la direction générale,
 - ~ les supports techniques et d'expertises extérieurs,
 - ~ la commission des Marchés
 - ~ la commission d'achats interne.

Alter Public s'appuie sur Alter Gie pour ses moyens généraux (comptabilité, ressources humaines, service Marchés, vie sociale) conformément à la convention cadre approuvée par le Conseil d'Administration du 29 janvier 2016 avec prise d'effet au 18 juin 2015 ; par un avenant modificatif approuvé par le Conseil d'Administration du 27 mai 2016 à date d'effet au 1^{er} juillet 2016 portant sur une modification des domaines d'intervention ; par un avenant modificatif approuvé par le Conseil d'Administration du 2 février 2018 à date d'effet au 1^{er} janvier 2017 portant sur la modification de l'article 4 sur les modalités financières.

L'enregistrement des factures fournisseurs est fait par un logiciel dédié permettant une traçabilité et une fiabilité du processus achat.

Le groupe de travail constitué pour la mise en place du Règlement Européen pour la Protection des Données a audité les personnes désignées par métiers afin de cartographier la gestion des données personnelles traitées par Alter, et notamment les fiches de travail sur la commercialisation des ventes de droits à construire, sur les contrats d'abonnements, ...à l'issue de cette analyse, les registres d'activités de traitement ont été établis et sont en vigueur.

Pour le suivi et la mise en place des registres éventuels, il a été désigné un D.P.O (Délégué de la Protection des Données).

Alter Public est soumis aux dispositions du Code de la commande publique en sa qualité de pouvoir adjudicateur conformément à l'article L. 12111-1 2°) du code de la commande publique, entré en vigueur le 1^{er} avril 2019. A ce titre, la société est tenue aux obligations édictées par le Code de la commande publique. Ce dernier regroupe et organise les règles relatives aux différents contrats de la commande publique qui s'analysent, au sens du droit de l'Union européenne, comme des marchés publics et des contrats de concession.

La société est tenue à une obligation de mise en concurrence pour l'ensemble de ses achats : fournitures, services, travaux, qu'elle sera amenée à conclure pour son fonctionnement et dans le cadre de ses activités.

Des modalités de passation des marchés en procédure adaptée ont été arrêtées librement par Alter Public, pouvoir adjudicateur : L'ensemble des achats de fournitures, travaux et prestations de service doivent faire l'objet d'une mise en concurrence systématique à compter du seuil des 40 000 € HT.

Le Conseil d'Administration du 2 juin 2017 a approuvé les nouvelles modalités de passation de marchés d'Alter Public pouvoir adjudicateur (publicités, procédures et réunions d'attribution) dans le cadre des procédures non réglementées.

Le Conseil d'Administration du 26 février 2015 a donné pouvoir à son Directeur Général, Michel BALLARINI, pour déléguer de manière effective et permanente sa signature pour engager les achats sous conditions de seuils. Cette délégation touche les personnes salariées cadres du GIE, les salariés d'Alter Cités mis à disposition afin de pouvoir appliquer efficacement et dans la transparence la politique d'achat de l'entreprise, suivant des modalités qui respectent les différents seuils de publicité et de formalisation récemment approuvés.

8. Autres Comités consultatifs

Les collectivités actionnaires exercent un suivi permanent sur les opérations qu'elles confient à la SPL.

Par ailleurs, pour rendre ce contrôle efficient, il est prévu la mise en place de différents Comités ayant des rôles et des fonctions distincts (comités des élus, comités des Directeurs généraux des services, Commission des marchés, etc.).

9. Les contrôles externes

Aucun contrôle externe n'est intervenu au cours de l'exercice 2019.

PROJET